



La Lettre

des Semaines sociales de France

N°64 octobre 2011
www.ssf-fr.org

ÉDITORIAL

L'urgence d'un Pacte civique



Depuis une vingtaine d'années, nous assistons, en France et en Europe, à une sorte de scénographie à trois voix. Vis-à-vis de l'opinion publique et des médias, le monde associatif engagé et les acteurs politiques avec leurs diverses formations, se livrent une forme de concurrence. Jouant d'une autorité croissante auprès de l'opinion face à des partis souvent décrédibilisés, les associations remportent des succès sur le terrain politique dont par exemple, la loi de

1998 contre l'exclusion et plus récemment le Grenelle de l'Environnement, ont été des illustrations. Pour autant, les citoyens eux-mêmes sont-ils vraiment prêts aux changements insufflés par ce jeu de billard, surtout s'ils doivent mordre vraiment sur les modes de vie et sur la répartition des revenus ? Pas sûr !

Depuis 2006 s'est constitué en France un collectif d'associations qui propose un Pacte civique ⁽¹⁾ dont la démarche, en cette veille présidentielle, innove au regard du triangle classique. Les initiateurs du projet reconnaissent que le politique ne peut être manipulé. C'est bien à lui que revient la tâche de promouvoir des changements durables en profondeur. Mais il ne peut l'assumer que si les citoyens eux mêmes s'ouvrent au changement au nom d'un souci de long terme partagé. C'est pourquoi le Pacte civique en appelle d'abord au changement de soi, afin de donner force et courage à des propositions politiques. Il s'adresse à l'opinion non pour faire valoir la noblesse de ses idéaux, mais pour inviter chacun à se montrer sobre, créatif, solidaire.

La dernière assemblée générale des Semaines sociales de France a trouvé dans cette posture nouvelle une convergence claire avec le travail de discernement mené par les sessions des dernières années. Qu'il s'agisse de la promotion d'une Europe politique, d'une société plus juste, d'un développement effectivement durable ou de fonder le « vivre ensemble » dans une diversité croissante, le politique est incontournable. Mais il ne peut mener sa partie seul. Un travail de la conscience doit s'opérer auquel doivent concourir les aspirations éthiques, humanistes et, pour nous, religieuses. D'où la décision de l'AG des Semaines sociales de faire connaître le Pacte civique et d'inviter ses membres, chacun selon sa conscience personnelle et ses engagements propres, à y adhérer ⁽²⁾. ●

Jérôme Vignon

Président des Semaines sociales de France

SOMMAIRE :

► **2 Notre dossier**

Le Pacte civique
par René Poujol

► **4 Interview**

Asma Nouria
par Antoine d'Abbundo

► **6 Chronique du Ceras**

Un site pour mieux
connaître le discours social
de l'Église
par Bertrand Heriard sj.

► **8 Carnets d'Europe**

Retour pèle-mêle
sur l'été écoulé
par Bernard Chenevez

► **9 Portrait**

Bernard Brunhes
par Jérôme Vignon

► **10 Interview**

Éric Scherer
par René Poujol

► **12 Livres**

Notre sélection

⁽¹⁾ Lire pages 2 et 3.

⁽²⁾ Rapport moral approuvé par l'AG du 24 mai 2011

UN PACTE CIVIQUE

Pour enrichir le débat démocratique

Comment réinventer la démocratie ? L'interrogation est au cœur de la prochaine session des Semaines sociales de France. Le choix du thème tombe fort à propos à cinq mois de l'élection présidentielle. Les Français sont particulièrement affectés par la multiplicité et la violence des crises, financières, économiques, sociales, écologiques qui obscurcissent l'horizon et semblent menacer leur avenir, individuel et collectif comme celui de leurs enfants. Ils doutent de la capacité des hommes politiques à maîtriser leur destin collectif. Et ce ne sont pas les derniers rebondissements de la crise monétaire, ni les « affaires » de ces derniers mois qui vont redorer le blason de la classe politique.

La conviction est partagée, dans notre pays, d'un décalage croissant entre les modalités de notre vie démocratique, la surenchère permanente des rendez-vous électoraux, et la nécessaire mise en place de politiques de long terme, à un niveau international, seules à même d'affronter les défis de l'heure : qu'il



Il y a un décalage croissant entre les modalités de notre vie démocratique, et la nécessaire mise en place de politiques de long terme.

s'agisse de la protection et de la gestion des ressources de la planète (eau, air, énergie...) ou de la juste répartition de ces richesses à travers des formes nouvelles de croissance, honorant le droit au développement des peuples du Sud. Parallèlement, l'absence de perspectives crédibles, de politiques clairement définies, conduit au découragement, à la désespérance, à l'incivisme et à la violence, au repliement de chacun sur ses intérêts catégoriels, persuadé qu'il s'en sortira mieux tout seul. Et donc à une remise en cause de l'État comme garant de la solidarité nationale, dans le même temps où l'on semble tout attendre de lui.

Écouter les candidats ou leur faire connaître nos exigences ?

Pourtant, la société civile n'a sans doute jamais été aussi dynamique, audacieuse, imaginative, désireuse de participer au débat, de faire entendre sa voix, de prendre son avenir en mains.

L'enjeu de 2012, pour la France, n'est donc pas uniquement de choisir, parmi les multiples candidats celui (ou celle) qui sera le plus à même de présider aux destinées du pays dans un contexte sans doute difficile. Il est tout autant de débattre avec les candidats des conditions concrètes de l'exercice, dans notre pays, de la démocratie économique, sociale ou culturelle. Les citoyens ne sont pas condamnés à simplement écouter les candidats sur leurs intentions ou leur programme. Ils ont légitimité à leur faire connaître leurs propres exigences et à leur demander de se positionner clairement par rapport à elles.

Provoquer une prise de conscience, générer une espérance.

Ce fut, en 2007, la démarche de Nicolas Hulot et des initiateurs du Pacte écologique.

Le Pacte civique

« La crise que nous subissons est à la fois financière, économique, sociale, écologique et morale. Elle nous appelle à penser, agir, vivre autrement en démocratie, à partir de quatre impératifs fondamentaux : créativité, sobriété, justice et fraternité.

A cet effet, trois changements sont à mettre en œuvre simultanément car ils se conditionnent mutuellement et aucun ne peut suffire à lui seul :

- celui des comportements individuels
- celui du mode de fonctionnement des organisations
- celui des politiques et des institutions

Nous appelons à adhérer au Pacte civique pour œuvrer à un futur désirable pour tous en s'efforçant de mettre en œuvre ces trois types d'engagements (suit une liste de 32 engagements).»

Pour toute information et adhésion au Pacte civique :
contact@pacte-civique.org,
www.pacte-civique.org

S'inspirant de leur succès (tous les candidats, on s'en souvient, s'étaient alors « positionnés » par rapport au contenu du pacte) plusieurs mouvements et associations ont décidé d'élaborer ensemble un « Pacte civique » dans la perspective de la prochaine élection présidentielle. A l'origine de cette initiative : Démocratie & Spiritualité, la Vie Nouvelle et Poursuivre qui ont en commun une même référence à la pensée personnaliste d'Emmanuel Mounier.

Les 14 et 15 mai dernier, en lançant officiellement le Pacte civique, Jean-Baptiste de Foucauld déclarait : « En 2009, au moment où la crise financière battait son plein, ce collectif a rédigé une plateforme commune : « Face à la crise, penser, agir, vivre autrement en démocratie », qui est en quelque sorte la charte du Pacte civique et la base intellectuelle d'une adhésion. Elle pose un diagnostic sévère, mais qui se veut non anxiogène, de la crise actuelle. Elle insiste sur les potentiels humains disponibles, bien que non reconnus, sur la nécessité qu'œuvrent ensemble, pour améliorer la qualité démocratique, les forces humanistes, spirituelles et politiques. Elle fixe les quatre impératifs autour desquels doit s'organiser la recherche d'une nouvelle voie : la créativité, la sobriété, la justice, la fraternité. » (voir encadré) Et il concluait en ces termes : « Le Pacte civique voudrait provoquer une prise de conscience, favoriser la confiance et la coopération, générer une espérance lucide, redonner le moral par injection d'un peu de morale. »

Les Semaines sociales de France appellent à signer le Pacte.

A la mi-septembre, 41 organisations étaient signataires du Pacte civique qui avait recueilli, par ailleurs, l'adhésion de 738 citoyens parmi lesquels : Jean-Paul Delevoye, Martin Hirsch, Guy Aurenche, Jean Bastide, Jean-Pierre Dubois ou Patrick Viveret*. Sans doute est-ce trop peu pour imposer le Pacte civique dans le débat pré-électoral.

D'autres voix s'élèvent pourtant ici ou là. Le 10 mai dernier, dans *Le Monde*, Claude Alphandéry, Stéphane Essel et Edgar Morin écrivaient pour leur part : « La France ne peut se permettre d'aborder les choix de 2012 sans promouvoir des exigences éthiques et comportementales visant à sortir les mœurs politiques – mais aussi médiatiques – du bal des egos, de l'obsession du court terme, de la dépendance à l'argent et de la domination de la « com ». Les citoyens ne peuvent être réduits au rang de spectateurs attendant de savoir,



F. LECLERCO

14 et 15 mai 2011, lancement officiel du Pacte civique.

au rythme des sondages et des petites phrases, quels sont les prétendants au pouvoir. Ils doivent pouvoir participer à l'élaboration des projets et délibérer des qualités que l'on attend des futurs responsables publics dans une période historique aussi décisive.»

Membre de l'équipe dirigeante du Pacte Civique, Jean-Claude Devèze reconnaît le frein, bien réel, que constitue auprès de certains, l'identité professionnelle des initiateurs du Pacte. « Nous sommes suspectés d'être cathos... ». Il convient également que l'un des freins à l'adhésion, tant des individuels que des mouvements et organisations, est sans doute le fait que le Pacte civique propose 32 engagements, ce qui peut avoir un effet dissuasif. « La tentation pourrait être de simplifier mais au risque d'appauvrir notre démarche. D'un autre côté, jusqu'où acceptons-nous de jouer sur le petit nombre ? Certes on peut toujours miser sur des minorités agissantes. Encore faut-il qu'elles puissent parvenir à se faire entendre... »

Lors de leur dernière Assemblée Générale, les Semaines sociales de France « soulignant la pertinence de l'interpellation du Pacte civique, adressé tant aux citoyens qu'aux responsables publics » ont décidé « d'inviter leurs adhérents et amis à y souscrire. » D'où cet article dans La Lettre et l'éditorial de Jérôme Vignon. ●

René Poujol

* Respectivement : président du Conseil Économique, social et environnemental ; président de l'Agence du service civique ; président du CCFD ; président de France Bénévolat ; président de la Ligue des Droits de l'Homme ; philosophe, membre de Dialogues en Humanité.

■ Face à la crise, penser, agir, vivre autrement en démocratie ■

